

# Quiz « recrutement & discrimination »

Conscientes ou inconscientes, les **discriminations à l'embauche** semblent persister dans les entreprises françaises. À tel point que le gouvernement a annoncé récemment de **nouvelles mesures** pour lutter contre cet « ennemi intime de l'entreprise » : campagne de **communication**, développement des **pratiques de « testing »** et **renforcement de la pénalisation** des employeurs pris en faute.

Et vous, que savez-vous de la **réglementation relative à la lutte contre les discriminations** ? Évaluez vos connaissances grâce à ce quiz rédigé par Corinne Souissi, consultante formatrice en RH et développement personnel, et auteur de l'ouvrage « Le recrutement gagnant-gagnant ».

Répondez **Vrai** ou **Faux** à chacune des 10 affirmations suivantes.

**1. Sauf rares exceptions, il est interdit dans une offre d'emploi de mentionner le sexe du candidat recherché.**

- Vrai
- Faux

**2. La mention « poste réservé aux personnes en situation de handicap » peut être utilisée dans les offres d'emploi.**

- Vrai
- Faux

**3. La loi recense environ 25 critères de discrimination.**

- Vrai
- Faux

**4. En France, le 1<sup>er</sup> critère de discrimination est l'âge des candidats.**

- Vrai
- Faux

**5. Les discriminations à l'embauche liées à l'apparence physique sont rapportées autant par les femmes que par les hommes.**

- Vrai
- Faux

**6. Dans la phase de sélection, il est permis d'écarter un candidat qui ne possède pas les diplômes requis.**

- Vrai
- Faux

**7. Un recruteur est en droit de demander un extrait de casier judiciaire aux candidats, quel que soit le poste visé.**

- Vrai
- Faux

**8. Il est autorisé de poser des questions sur les centres d'intérêt du candidat.**

- Vrai
- Faux

**9. Le CV anonyme est toujours obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés.**

- Vrai
- Faux

**10. La personne physique coupable de discrimination à l'embauche encourt jusqu'à 3 ans de prison et 45 000 € d'amende.**

- Vrai
- Faux